

par **Dominique
Quinio**

L'autre combat

Les nouvelles autorités libyennes ont annoncé hier la mort de Mouammar Kadhafi, à Syrte, où se livraient des combats acharnés entre les forces rebelles et les derniers fidèles de celui qui gouverna la Libye d'une main de fer durant plus de quarante ans. La photo d'un homme ensanglanté était présentée comme celle de l'ancien « Guide de la révolution ». Les circonstances de sa mort – dans un convoi bombardé par les forces de

l'Otan ? – étaient encore floues, comme était incertain le sort de l'un de ses fils. Les nouveaux responsables attendaient ce moment : il n'y aurait pas de nouvelle Libye sans l'arrestation, le jugement, voire la mort de celui contre qui la Cour pénale internationale avait lancé un mandat d'arrêt pour crimes contre l'humanité. Kadhafi lui-même avait choisi : il mourrait au combat plutôt que de renoncer, comme l'avaient fait les présidents égyptien ou tunisien. Quant aux forces occidentales, engagées dans des opérations de soutien aux révoltés de Libye, elles espéraient une issue rapide pour ne pas risquer l'enlisement et éviter de trop outrepasser le mandat de l'ONU (déjà interprété de manière extensive). Il aura fallu huit mois pour que s'achève l'offensive des « rebelles », aujourd'hui rassemblés dans le Conseil national de transition (CNT) et reconnus comme les dirigeants officiels du pays. Mais si la guerre peut finir, elle n'est pas « gagnée ». Car tout reste à faire : il faudra gérer cette

mort sanglante pour qu'il n'en reste pas, dans certains esprits, l'image d'un martyr de l'Occident. L'absence de procès empêchera que la lumière soit faite sur ces quatre décennies de dictature et sur les crimes du dirigeant fantasque. Les Occidentaux, tour à tour très hostiles à celui qui finança bien des actes de terrorisme puis « diplomatiquement » amis du dictateur libyen, se féliciteront de sa disparition, et seront sans doute soulagés que la page se tourne au plus vite, sans procès. Mais la tâche la plus rude qui incombe aux vainqueurs – et à ceux qui les ont encouragés – sera de reconstruire ce pays, doté de richesses mais bien peu préparé à un fonctionnement démocratique et pacifié. Éclairante coïncidence : au même moment, comme pour leur rappeler l'enjeu et la complexité de cet autre combat, les Tunisiens s'appêtent à voter pour élire leur Assemblée constituante. Dans l'émotion et l'inquiétude, après tant d'années de parole confisquée et de scrutins cadennassés.